

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TACHES

présenté par le secrétaire général à la 11ème session du Comité Central du PCML
Voir pages 3,4,5,6

Vendredi 16 novembre 1979 - No 1 168

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 228 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

St-Ouen après l'intervention policière

A CINQ heures du matin, mercredi 14 novembre, 500 CRS investissent le quartier de la mairie de St-Ouen et enfoncent au bulldozer les portes de l'usine Alsthom occupée depuis cinq semaines. La cinquantaine d'occupants de nuit sont expulsés et très rapidement un regroupement se forme devant l'usine. Les syndicats appellent à un rassemblement de protestation à 9 h du matin. Dès la nouvelle connue de l'intervention policière, un débrayage est organisé dans la centrale EDF de St-Ouen voisine de l'Alsthom.

Ailleurs aussi sont organisés des débrayages de solidarité et des délégations parfois massives viennent d'EDF, de Renault, de Rauteau (groupe Alsthom) et de Salta... Une première manifestation a lieu dans St-Ouen pendant qu'une partie des grévistes d'Alsthom reste sur place pour maintenir un piquet de grève qui discutera avec les non-grévistes.

A l'intérieur, personne ou presque. La maîtrise qui est entrée encadrée par les CRS l'a fait sous les huées, mais des non-grévistes ont refusé d'aller travailler dans ces conditions. D'après la préfecture, 200 personnes sont rentrées sur les 2 000, cadres compris, que compte l'entreprise. Une claque pour la direction. Celle-ci cependant poursuit ses manœuvres et contacte individuellement des grévistes pour qu'ils poussent à la reprise. D'autre part, ces messieurs, dont le peu de dignité s'accroît de la protection des flics, ont enfilé des bleus et mettent la main à la patte pour tenter un redémarrage de l'usine. Ça ne sera pas facile puisque, comme on

le sait, les grévistes ont procédé au démontage de pièces décisives sur les machines et ne les restitueront que sur une décision majoritaire de l'assemblée générale. C'est comme ça qu'on a vu certains jaunes peu habitués au travail se démener dans l'usine et même sur les toits à la recherche des fameuses pièces. Le transformateur fabriqué à St-Ouen, dont le blocage avait précipité le début du mouvement, n'est toujours pas sorti, la direction a fait renvoyer la remorque spéciale qui l'attendait depuis un mois.

Mercredi à midi, les grévistes réunis en assemblée générale ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la lutte et envisagé les nouvelles initiatives à prendre...

En fin d'après-midi, la manifestation appelée par les syndicats CGT, CFDT et FEN rassemble plusieurs milliers de travailleurs qui font éciater leur colère et leur détermination. La manifestation traverse St-Ouen précédée d'un cortège de camions de la Salta où les travailleurs savent bien le prix de la solidarité pour avoir été eux-mêmes expulsés de leur boîte par la police quinze jours plus tôt.

Sur les trottoirs et aux fenêtres, nombreux témoignages de solidarité au passage de la manifestation qui s'achèvera par le blocage pendant une vingtaine de minutes du boulevard périphérique. Plus que jamais, il faut développer la solidarité financière car l'intervention de la police n'est pas la fin du conflit. La direction le sait bien qui enrage du petit nombre de gens qu'elle a pu faire entrer dans l'usine, elle a même fait enlever les portes de l'usine (pour empêcher une nouvelle occupation ?).

Après l'intervention policière, les syndicats CGT, CFDT, FO de la CGEE-Alsthom ont affirmé leur solidarité avec ceux d'Alsthom-St-Ouen en lutte pour leurs justes revendications.

« Ces revendications sont aussi celles de l'ensemble des salariés de CGEE-Alsthom qui ont déjà engagé des actions dans de nombreux établissements en grève totale à ce jour (St-Ouen, Belfort, Lyon, Nantes, Roanne, Le Havre...). Par ailleurs, sont également dans la lutte les établissements d'Angers, Provins, Vitry, Bourg, Succursale de Paris, Levallois, Massy, Travaux extérieurs, etc.

C'est pourquoi, dès maintenant, les organisations syndicales CGT-CFDT et FO prennent les dispositions nécessaires pour que se développe dans les 50 établissements de l'entreprise une action revendicative nationale de grande ampleur. (...)

La riposte des travailleurs sera à la hauteur de l'intransigeance et du mépris communs aux directions d'Alsthom-Atlantique et de CGEE-Alsthom, dépendant toutes deux du groupe CGE ».

Alsthom une seule volonté : vaincre



La partie de bras de fer engagée depuis 50 jours entre les travailleurs d'Alsthom et le trust CGE se poursuit plus que jamais. Tandis qu'à l'usine de St-Ouen, investie depuis mercredi matin par la police, la poursuite de la grève s'organise, à Belfort, c'est une journée de grève qui est appelée pour 24 heures dans toutes les entreprises du territoire. C'est de toute la région que les travailleurs font converger la solidarité. L'opération consistant à faire appel à un médiateur, après l'épisode de la commission de conciliation qui n'avait abouti à rien, apparaît comme une manœuvre supplémentaire des patrons et du gouvernement pour gagner du temps en spéculant sur un pourrissement de la grève. En tout cas, si le coup de force tenté

à St-Ouen devait avoir une valeur de test pour la direction CGE-Alsthom, il faut se rendre à l'évidence : les travailleurs ne sont pas prêts à céder. Plus que jamais s'impose la nécessité d'obtenir une négociation globale au niveau du groupe Alsthom afin de tirer le meilleur parti du rapport de force accumulé par les travailleurs.

D'ailleurs à la suite de l'intervention policière à St-Ouen, les syndicats CGT-CFDT et FO de CGEE-Alsthom ont lancé un appel pour développer l'action dans les cinquante établissements de l'entreprise. Voilà qui est de nature à augmenter la pression des travailleurs sur la direction du trust CGE pour arracher la satisfaction des revendications.

30ème CONGRES CGT METAUX

Place aux travailleurs en lutte !

C'EST dans l'enthousiasme général que s'est terminé mercredi 14 novembre le 30e congrès de la CGT des métaux. La matinée avait commencé par la clôture de la discussion générale qui durait depuis le diman-

che. Puis ce fut la discussion de la salle sur la longue présentation des amendements retenus par la commission.

La discussion toujours animée était marquée pourtant par une certaine fatigue. Rude travail pour les délégués que cinq jours de

congrès. Une des questions les plus discutées fut la création de syndicats pour les entreprises de plus de 500 salariés, car ces syndicats pourraient entraîner une diminution du rôle important et coordinateur des syndicats locaux. Il faut dire que ce fut un souci per-

manent des délégués, qui ressortit au travers de toutes les discussions, de prendre en compte et d'aider les sections des petites entreprises. C'est ça aussi la démocratie : que les forts n'écrasent pas les petits.

Suite page 2

AFRIQUE AUSTRALE

Conférence à Genève sur la Namibie

UNE conférence sur la Namibie (Sud-Ouest africain) s'est ouverte lundi à Genève. Elle a été convoquée à l'initiative de Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et est conduite par l'ONU.

La Namibie est un des trois pays de l'Afrique australe, avec l'Azanie (Afrique du sud) et le Zimbabwe-Rhodésie (pour lequel se tient aussi une conférence à Londres qui en est à sa 10e semaine), où se mène une lutte armée de libération nationale.

Ancienne colonie allemande, la Namibie a été colonisée par l'Afrique du Sud après la première guer-

re mondiale. Il y règne un régime d'apartheid*, similaire à celui des deux pays voisins. Or, depuis 1966, le régime raciste d'Afrique du Sud viole toutes les résolutions de l'ONU qui veut que soit appliquée en Namibie la règle de la majorité (noire) et que lui soit accordée l'indépendance.

A Genève, il s'agit plus de consulter que de négocier. Les consultations sont entre les représentants de Kurt Waldheim d'une part et d'autre part cinq puissances occidentales (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Canada), les pays voisins dit de la « ligne de front » (Zambie, Tanzanie, Bostwa-

na, Angola et Mozambique). L'Afrique du Sud qui était invitée refusait d'y participer sous prétexte que pour la Namibie, il n'y a que la SWAPO (le mouvement de libération qui est le légitime représentant du peuple namibien) qui est présente et non les fantoches soutenus par les racistes sud-africains de Prétoria. Ceux-ci ont décidé mardi soir seulement d'y prendre part vu que les cinq partis « namibiens » ont également envoyé des délégations. Ce que veut Prétoria, c'est mettre en place un régime fantoche du même type que celui du Zimbabwe avec l'évêque Muzorewa.

La conférence discute principalement de l'établissement d'une zone démilitarisée entre l'Angola et la Namibie, qui serait le prélude à des élections sous contrôle de l'ONU, ce que les racistes sud-africains ont pu éviter jusqu'à maintenant.

D'après la SWAPO (Namibie) et le Front patriotique (Zimbabwe), les raids rhodésiens et sud-africains contre les camps du Front patriotique en Zambie, au Mozambique et en Angola contre la SWAPO ont pour objectif de mettre la guérilla à genou et lui imposer une « solution négociée » permettant de maintenir les fantoches au pouvoir.

Les patriotes refusent ce marché de dupes et la SWAPO a indiqué que si les efforts de paix échouaient, elle était prête à intensifier la guérilla.

L'enjeu est, en fin de compte, la survie du régime sud-africain, car si des élections libres avaient lieu en Namibie et au Zimbabwe, le régime d'apartheid en Azanie serait le dernier bastion blanc, ce qui ne pourrait que précipiter sa chute.

Claude LEBRUN

* L'apartheid est la forme de racisme poussé à l'extrême : alors que ce sont les noirs qui sont l'écrasante majorité de la population et qui sont originaires du pays, ils n'ont aucun droit.

DERNIERS PREPARATIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE DE STOCKHOLM SUR LE CAMBODGE

Une audience qui s'élargit

La conférence mondiale sur le Kampuchea se tiendra le week-end prochain à Stockholm en présence d'environ 300 délégués venus d'une trentaine de pays et d'horizons politiques, philosophiques et sociaux très différents.

DANS la plupart de ces pays, des comités nationaux de soutien ont développé une intense activité pour sensibiliser l'opinion publique à l'agression vietnamienne au Cambodge, exiger le départ de toutes les troupes étrangères de ce pays, le respect de son indépendance et de sa souveraineté et de la légalité internationale du gouvernement du Kampuchea démocratique, l'organisation d'une aide humanitaire à tout le peuple cambodgien sous le contrôle étroit des organisations internationales et le soutien à la lutte de libération des patriotes cambodgiens.

C'est ainsi qu'en signant l'appel de Stockholm, au Canada, M. Chester Ronning, président honoraire du comité de soutien du Kampuchea, a déclaré à la presse :

« Étant un de ceux qui ont appuyé depuis longtemps la lutte des peuples vietnamien, cambodgien et laotien dans leur lutte pour l'indépendance, je ne peux qu'être peiné par la récente tournure des événements au Vietnam. Le gouvernement du Vietnam, aidé et encouragé par l'Union soviétique, est maintenant devenu l'agresseur. L'invasion vietnamienne et l'occupation du Kampuchea contredisent l'esprit même et les principes de la Charte des Nations-Unies, plus particulièrement en ce qui a trait au respect de la souveraineté territoriale et de la non-interférence dans les affaires internes d'un autre pays.

Nous, comme Canadiens, devons exprimer notre indignation face à une telle injustice. Nous devons demander le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères du territoire du Kampuchea et ainsi reconnaître le droit du peuple cambodgien de déterminer leur propre futur sans interférence d'aucun pays étranger. »

M. Ronning a été chef de la division américaine et de l'Extrême-Orient du département des affaires extérieures du gouvernement du Canada, ambassadeur du Canada en Norvège, haut commissaire en Inde, chef de la délégation canadienne aux conférences de Genève de 1954 et 1961-1962 et repré-

sentant spécial à Hanoi et Saïgon en 1966.

L'ACTIVITÉ DU COMITÉ EN FRANCE

En France, le comité de soutien a effectué de nombreuses démarches d'information auprès de multiples personnalités politiques, journalistiques, artistiques, scientifiques. Il a écrit à tous les sénateurs et députés pour les informer de la conférence de Stockholm ainsi qu'à tous les ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement français, publié plusieurs communiqués de presse et sollicité la signature massive de l'appel de Stockholm.

Pour financer toutes ses activités liées à la conférence de Stockholm et à ses nécessaires prolongements, il a toujours besoin d'un soutien financier important. Libellez vos chèques à l'ordre de Mme Lamiral et les adresser à :

Conférence mondiale sur le Kampuchea
Comité français de soutien
C/O Mme Lamiral
BP 22
Villejuif - 94800

Parmi les nouveaux signataires en France de l'appel de Stockholm :

Albert Memmi (écrivain), Mme Michèle Loi (écrivain), Claude Jurquet (enseignant), Jean-Paul Gay (journaliste), Yves Chevet (directeur de publication du Quotidien du peuple), Jean-Claude Guay (enseignant), Hugues Guichard, Marylène et Hervé Lory (employés de mairie), Mme Picq (retraîtée), Yves Leroux (journaliste), Jean De Maximy (artiste peintre), Jean-Claude Jaureau (ingénieur agronome), Agnès Jaureau (enseignante).

Catherine Quiminal (assistante à l'université Paris VIII), Alain Badiou (maître-assistant à Paris VIII), Jacques Chambre (enseignant), Jacques Vandenberghe (technicien), Céline Jacquemin (ménagère), Jacques Sapir (enseignant), Myriam Duquoc (enseignante), Francis Naveteur (aide-laborantin), Jean Delaunette (agent de service), M. Senechal (agent de service), Pascal Souc (surveillant d'externat), Jean-Luc Lubin (enseignant), Gaby Dubuis (enseignant), Michel Buent (enseignant), Yves Jaquet, Gabriel Conseil, Hervé Dusoy (enseignant), Danielle Dubois (enseignante), Colette Lecourt (enseignante), Robert Duageben (enseignant), Jean Pol Godard (cadre), Joëlle Godard, M. et Mme Debersee (enseignants), M. G. de Lopez, Guy Sousseau (médecin), Michel Nguyen Van Minh (médecin), Jean-Pierre Miquelis (chirurgien-dentiste), Jean de Baronio, Brumpt Valentin (médecin), De Pecoulas (médecin), Dahan Alain (médecin),

Temine Jacques (médecin), Moschetti Norbert (fonctionnaire), Fabris (fonctionnaire), Oustric (fonctionnaire), D'Aviau de Proent (retraité), Lhumeau Alain (fonctionnaire), Negri Georges (fonctionnaire), Malissart Jean (fonctionnaire), Ong Poxay (commerçant), Tan Y Guim (commerçant), Tran Dong Dieu (fonctionnaire), Michel Guy (fonctionnaire), Casalonga (fonctionnaire), Leng Ho (restaurateur), Oscar Clement (retraité), Lepon (fonctionnaire), Sundara Saly (commerçant), Vithaya (mécanicien), Vong Prasouth (mécanicien), Nhotprasa Somkiet (commerçant), Maziere Marie-Antoinette, Boun Nam Savang (ouvrier), Pham Thi Huong Lucie (restauratrice), Moselle Bomare (étudiant), Pham Van Cuong (restaurateur), Seng Meakly (libraire), Hercheux Raymond (ouvrier), Hassin Philippe, Coppejans Henri (retraité SNCF), Mazoyer Gilbert (fonctionnaire PTT), Arvet Gérard (fonctionnaire), Jean-Paul Palomba (carrossier), Nanna Joseph (retraité), Trocart Louis (officier retraité), Bani René (électricien), Elisabeth Pham Thi Sam (professeur), Sonn Ca (fonctionnaire), Gamaleri Marcel (agent hospitalier), Lacaze René (retraité), Hugu Christian (peintre), Coique Albert (retraité), Villiareal Pierre (agent hospitalier), Lassalle Emilienne (ménagère), Lieu Thi Nga (commerçante), Navarro Antoine (fonctionnaire), Messina Salvatore (ouvrier bâtiment), Southomavong Thérèse (vendeuse), Pham Huu Khoi (réfugié du Vietnam), Asciak Carmelo (retraité), Ngin Chhorn (ouvrier), Hassen Dung (agent SNCF).

Une délégation du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC) va séjourner en France

Une délégation du congrès panafricain d'Azanie (PAC), composée d'un membre du Comité central du PAC, d'un dirigeant étudiant de l'insurrection populaire de Soweto (en 1976), va séjourner en France du 18 au 26 novembre. Plusieurs MEETINGS vont être organisés à cette occasion :

- Le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;

- Le 22 novembre à Montpellier ;

- Le 23 à Marseille.

Le PAC a été créé en 1959. Peu après, il lance la plus importante action de masse de l'histoire du pays. Le gouvernement raciste réagit et ce sont les massacres de Sharpeville, Langa... le 21 mars 1960.

La plupart des militants du PAC sont issus de la Jeunesse de l'ANC (Congrès national africain), organisation fortement sous l'influence révisionniste. C'est l'aboutissement d'une longue opposition à l'intérieur de l'ANC.

De 1969 à 1976, le peuple azanien met sur pied une série d'organisations (culturelle, syndicale, étudiante...) qui toutes affirment la volonté d'existence du peuple d'Azanie. Ce mouvement se traduit par des luttes de grande ampleur contre le régime d'apartheid. Cela aboutit en 1976 à l'insurrection menée par les étudiants et lycéens à Soweto, qui est réprimée dans le sang par la police raciste.

Fin 1976 et début 1977, il y a de nombreuses arrestations, 22 des personnes arrêtées sont accusées d'être membres du PAC. Quatre meurent sous les coups, une cinquième est « suicidée » par déféstration à partir du 3e étage des locaux de la police, mais réussit à survivre.

La journée du 15 juin 1977, anniversaire de l'insurrection de Soweto, a été marquée par la grève générale et d'importantes manifestations.

A suivre

30eme CONGRES CGT METAUX

Place aux travailleurs en lutte !

Suite de la page une

Puis la matinée s'est terminée sur la visite au congrès de délégations de travailleurs en lutte, après que le président de séance ait annoncé l'intervention des forces de police dans la matinée du 14 à Alsthom-St-Ouen et à Dassault-St-Cloud.

Le congrès était debout pour accueillir les délégations de Tesa-Sidép à Gentilly, de IIT-Pouyet à St-Denis, de l'Alsthom-Belfort, de GPS-Courbevoie, de RSL à Chauville, de l'Alsthom-St-Ouen et de l'AOIP. Après une intervention d'un repré-

sentant de Belfort qui remit des médailles aux dirigeants de la CGT métaux pour tourner en dérision le centenaire de l'entreprise (où il était prévu des médailles pour les travailleurs), l'arrivée du travailleur de l'Alsthom Delle à Villeurbanne à provoqué une nouvelle explosion d'enthousiasme. En effet, il était venu à pied, du Rhône jusqu'à Paris en s'arrêtant à l'Alsthom-Mâcon et à l'Alsthom-Châlon, soutenu par une équipe intersyndicale CGT-CFDT de son entreprise. Ce qui permit au

congrès d'ovationner les travailleurs CFDT venus de Delle Alsthom.

Ensuite, ils quittaient la salle pour aller à Paris, rue Kléber, au siège de l'Alsthom-Atlantique.

De son côté, le congrès envoyait une délégation au ministère du travail pour exiger la levée des forces de police à St-Ouen et à St-Cloud. Une pétition circulait aussi contre le brouillage de Lorraine-Cœur-d'acier, la radio de la CGT à Longwy.

Après la longue présentation du nouveau bureau

fédéral où, sous la direction de André Sainjon, réélu, quatre nouveaux membres étaient élus - dont deux femmes, un OS et un jeune - Jean Breteau, ancien président de la fédération CGT métaux, fit la dernière intervention sous les applaudissements et les confettis. « C'est la masse des travailleurs qui refuse l'austérité, qui refuse le consensus », a-t-il dit.

Les délégués au congrès avaient bien l'intention de le répéter à leurs camarades de boîtes en revenant.

Claire Masson

Rapport sur la situation actuelle et nos tâches

présenté par
le Secrétaire général à la 11e Session du
Comité Central du PCML

Comment caractériser la situation politique actuelle dans notre pays ? Quelle ligne tactique doit mettre en œuvre notre Parti, tenant compte de cette situation et de la ligne fondamentale fixée par le 3e congrès ? A côté, mais indissociable de l'ordre du jour d'ensemble fixé pour la préparation du 4e congrès, quelles sont les tâches immédiates qui exigent la mobilisation active de tous nos camarades ?

La situation internationale

NOUS l'avons déjà souligné lors de notre 9e session, sur le plan international les facteurs de guerre s'accumulent et croissent dangereusement. En témoignent largement :

- 1) La situation en Europe, où la politique de

détente reste dominée par les actives duplicités des deux forces en présence, le social-impérialisme soviétique et les capitalistes occidentaux alliés à l'impérialisme américain. Les voyages de Brejnev en Allemagne de l'Est, de Giscard à Berlin n'en sont-ils pas des illustrations éloquentes ?

- 2) La situation dans le Sud-Est asiatique où l'expansionnisme vietnamien et l'hégémonisme soviétique poursuivent l'holocauste du peuple khmer, tout en s'opposant aux secours internationaux destinés aux innombrables réfugiés provenant du Vietnam, du Laos et du Kampuchea.

La résistance héroïque des patriotes khmers se poursuit dans des conditions très difficiles. Une nouvelle action chinoise pourrait intervenir à plus ou moins longue échéance en riposte aux très nombreuses provocations lancées sur la frontière par les milices et troupes vietnamiennes ; elle constituerait aussi objectivement un soutien stratégique aux peuples de ces pays, opprimés par le social-fascisme des dirigeants vietnamiens ayant Le Duan à leur tête.

- 3) La situation en Palestine où la lutte des Palestiniens pour leur juste cause nationale connaît de nouveaux développements. Les voyages d'Arafat dans différents pays constituent des succès diplomatiques et stratégiques importants pour

l'Organisation de libération de la Palestine. Ce n'est certes pas parce que Marchais a pris des initiatives dans ce sens que nous ne devons pas, tout au contraire, exiger du gouvernement français la reconnaissance de l'OLP et une invitation à son principal dirigeant, Arafat.

- 4) La situation en Iran où l'impérialisme américain subit de nouveaux assauts et où différents événements sont en cours.

- 5) La situation en Afghanistan où le pouvoir social-fasciste des marionnettes pro-soviétiques ne se maintient qu'avec l'appui des forces militaires soviétiques qui viennent de repasser à l'offensive.

- 6) La guerre contre le peuple érythréen se poursuit dans des conditions souvent atroces et grâce à l'encadrement et aux armements soviétiques des forces éthiopiennes.

- 7) L'agression marocaine contre le peuple sahraoui est soutenue par l'impérialisme américain ouvertement et plus discrètement par l'impérialisme français depuis que la Mauritanie a cessé sa propre intervention.

- 8) D'autres foyers de guerre couvent d'ores et déjà et sont susceptibles de se réveiller soudainement du jour au lendemain dans tous les continents. (...)

(ici après un développement sur le voyage du président Hua Guofeng en Europe, le secrétaire général a proposé que la situation internationale fasse l'objet de la discussion d'une session spéciale ultérieure du Comité Central).

exorbitants, tandis que d'autres industries sont délibérément sacrifiées parce que devenues moins rentables pour les capitalistes. Ce processus provoque les licenciements massifs contre lesquels nous nous sommes déjà élevés, dans la modeste limite de nos forces, notamment dans la sidérurgie. La téléphonie subit le même sort et la restructuration-concentration en cours va y conduire à 15 000 licenciements. La même politique a déjà atteint le textile et y fera encore des ravages. Mais, c'est dans la construction automobile que les perspectives les plus sombres apparaissent maintenant, en raison de l'approche d'un niveau mondial de saturation qui engendre une crise de surproduction.

C'est dans cette conjoncture que Barre, pour le gouvernement, Ceyrac pour le CNPF, s'efforcent de museler et mater la classe ouvrière. Pour essayer d'empêcher les travailleurs de recourir à la lutte de classe, ces porte-parole de la politique de la grande bourgeoisie capitaliste lancent l'opération « consensus ». Et Giscard, chef de file des intérêts de classe du capital monopoliste, participe à la bataille en recourant à la vieille pratique de la concertation-négociation, ou pour être plus simple, de la carotte, avec les chefs syndicalistes.

La bourgeoisie sait, d'expérience, qu'elle peut toujours corrompre certains dirigeants pour fonder sa politique sur leur « consensus », qui trahit en réalité les intérêts des travailleurs. Ce qui caractérise l'offensive réactionnaire en cours, c'est la recherche simultanée de la collaboration de classe. Pendant que les monopoles licencient, les hommes au pouvoir essaient d'endormir les travailleurs en discutant avec les chefs syndicalistes. Par ailleurs, sur le plan politique tactique, Giscard poursuit l'objectif de casser non plus l'opposition de gauche, c'est déjà fait, mais le Parti socialiste lui-même. Il est évident, en effet, que parmi les politiciens socialistes, nombreux sont ceux qui aspirent de plus en plus fort à devenir ministres.

La possibilité de voir un candidat de gauche accéder à la présidence de la République reste actuellement fermée. N'y aurait-il pas un avantage capital pour Giscard à neutraliser quelques dirigeants socialistes, après avoir relativement réussi l'opération Robert Fabre, qui a cassé le Mouvement des radicaux de gauche ? La préparation de l'élection présidentielle de 1981 domine en fait toutes les activités ouvertes, publiques, ou dans les coulisses, des politiciens de tous bords.

Notons au passage que ces derniers jours une rumeur court dans les milieux dits bien informés à Paris, d'après laquelle le RPR et Chirac auraient effectué, eux aussi, des avances au Parti socialiste.

Quoiqu'il en soit, la montée de Rocard est assez spectaculaire, si l'on en croit les sondages qui le place en seconde position après Simone Veil. Or, l'ancien dirigeant du PSU, qui fut en son temps rapporteur de la Commission des comptes de la Nation, c'est-à-dire très haut fonctionnaire d'un certain ministre des finances nommé Giscard d'Estaing, préconise sous le signe de son modernisme technocratique une ligne politique de restructuration industrielle tout à fait susceptible de satisfaire les besoins et les désirs de la bourgeoisie monopoliste.

En cas de difficultés accrues dues à l'essor des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires, cette dernière (la bourgeoisie monopoliste) ne pourrait-elle pas trouver en lui ou chez quelqu'autre leader socialiste, un sauveur temporaire de ses intérêts comme le fut déjà en 1936, son gérant loyal Léon Blum ?

Nous n'avons pas critiqué les accusations de « virage à droite » lancées contre le PS sur le fond, mais simplement dans la forme, parce qu'elles relevaient d'une hypocrisie, après la politique ultra-opportuniste du PCF vis-à-vis de l'Union de la gauche et du programme commun que nous avions dénoncée, nous marxiste-léninistes, non point après mars 1978, mais dès sa naissance.

Notre Parti a simplement rappelé ce qu'ont été depuis toujours les dirigeants social-démocrates, politiciens du genre Blum, Guy Mollet, Mitterrand, Rocard, qu'il ne confond nullement avec les militants et adhérents socialistes de base. Mais quelle attitude adoptent, dans la situation actuelle, les dirigeants du PCF, quelle ligne réelle impulsent-ils ?

Ils impulsent une ligne conforme à leur 23e congrès. En essayant de se placer à la direction de la légitime résistance à l'offensive patronale et de la poussée revendicative des ouvriers et masses laborieuses, ils visent avant tout à réaliser la fameuse « avancée démocratique » dont ils escomptent recueillir les fruits à l'occasion des différents scrutins électoraux à venir. Mais, il est indispensable que nous affinions maintenant notre analyse de la nouvelle tactique du PCF, qui ne modifie nullement sa stratégie antérieure, et peut être même, en accentue le caractère réformiste.

Dans ce but, il est nécessaire d'étudier plusieurs documents publiés par les dirigeants révisionnistes. A quoi tend donc leur programme de réforme communale ? A quoi tendent leurs propositions de réformes économiques et industrielles ? Quelle est la signification réelle et la sincérité de leur appel en faveur de l'unité à la base ? Quelle est la place de toutes leurs prises de position par rapport à l'élection présidentielle de 1981 ?

Les « premières réflexions » que j'ai présentées début juillet sur le 23e congrès n'ont pas reçu de critiques de fond, mais elles ne sont plus suffisantes et impliquent de nouveaux efforts collectifs de nos organismes dirigeants pour aller plus loin dans la compréhension, l'analyse et la critique de la ligne révisionniste du PCF. Je demande donc à chacun d'entre vous d'apporter sa contribution à cet indispensable travail.

Au demeurant, les contradictions entre partis politiques, dans l'opposition comme dans la majorité, atteignent maintenant des sommets qui témoignent d'une situation incertaine en ce qui concerne l'avenir politique de notre pays. Les rivalités de ces partis, les rivalités entre politiciens eux-mêmes membre d'un même parti vont jusqu'à mort d'homme. Les coups bas se multiplient. C'est une mêlée farouche, qui concerne la quasi-totalité de ce qu'on appelle maintenant « la classe politique », c'est-à-dire l'ensemble des politiciens de tous bords, et plus cyniquement ceux de la majorité.

La pourriture morale de tous ces gens se trouve révélée publiquement par leurs propres amis. L'énumération des derniers exemples nous conduit de l'affaire des diamants offerts par la criminelle marionnette du néo-colonialisme français, Bokassa, à Giscard d'Estaing, jusqu'au suicide, mais est-ce si sûr qu'il s'agisse d'un suicide, du ministre Robert Boulin, que l'exécution policière sommaire du gangster Mesrine n'est pas parvenue à faire disparaître des interrogations de l'opinion publique.

La crise et l'offensive réactionnaire

LA crise qui ne régresse nullement sur le plan mondial connaît en France de nouveaux développements, d'une ampleur inégalée. Michel Debré, vieux leader gaulliste, vient même de déclarer qu'il s'agit d'une crise de régime. Vous connaissez tous ses manifestations et ses conséquences pour les travailleurs : le chômage ne cesse d'augmenter, l'inflation continue ses ravages, les hausses des prix ne ralentissent pas (denrées alimentaires, lait, beurre, pain, beefsteack, loyer, impôts, prix des services publics, transports, électricité, gaz, etc.), la spéculation sur l'or et les valeurs boursières connaît son apogée, le racisme grandit contre les travailleurs immigrés (Nord-Africains ou Africains d'origine). Il renait aussi vis-à-vis des juifs. La liquidation systématique des petits paysans s'accélère, etc., etc.

La politique du gouvernement est entièrement soumise aux intérêts du grand capital monopoliste. Comme l'a écrit un journaliste de notre quotidien, c'est une politique de « guerre patronale ».

C'est une politique dite de reconversion industrielle, qui constitue une réponse des monopoles liée à l'économie de la France, aux nécessités imposées par la guerre économique, commerciale et monétaire entre impérialismes rivaux pour la conquête de marchés, dans un univers où n'existe plus la possibilité de voir naître un nouveau marché non encore dominé. Au sens de Lénine, dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », c'est bien une situation conduisant inéluctablement à la 3e guerre mondiale.

Le patronat capitaliste et le gouvernement cherchent par tous les moyens à solutionner leurs difficultés sur le dos des travailleurs. La remise en cause brutale des droits sociaux et des avantages acquis par la classe ouvrière se traduit par la plus violente offensive réactionnaire déclenchée depuis des années. Le patronat va jusqu'à s'en prendre aux lois de 1936 et au droit de grève lui-même pour certaines catégories de travailleurs des services publics.

Le 8e plan prévoit d'énormes soutiens financiers de l'État à certaines industries qui sont poussées en avant parce que permettant des profits plus

L'attitude du PS et du PCF

AU Parti socialiste, la lutte pour la candidature à la présidence de la République n'est pas achevée, les regroupements et les déchirements de tendances se succèdent et l'on ne sait toujours pas qui soutient qui et qui lutte contre qui. On a vu le rapprochement au dernier congrès des gens du CERES avec Mitterrand. Rocard a été battu, mais n'a pas désarmé pour autant, tandis que Mauroy reste un outsider dont l'appétit n'est pas à négliger. Quel panier de crabes et quelle distance avec les véritables intérêts fondamentaux des travailleurs, en dépit d'un certain nombre d'initiatives positives du genre de celles auxquelles recourent toujours les leaders socialistes tant qu'ils sont dans l'opposition. Il serait extrêmement utile que notre Comité Central procède à une enquête approfondie de ce que représente exactement le courant Rocard.

De fait ce courant n'est pas nouveau. Il prit naissance avec le passage à la direction du PSU de cet inspecteur des finances sorti de l'École nationale d'administration. Il est certain qu'à l'heure actuelle, Rocard apparaît comme un « homme nouveau » par rapport au vieux leader Mitterrand plusieurs fois vaincu sur le plan électoral. De plus, il est aussi l'homme du consensus, dont les faits et gestes bénéficient de la considération de la bourgeoisie, qui les montent en épingle. Quelles sont les positions exactes de Rocard sur le plan international ? Voilà un point important à élucider.

Si Mitterrand en effet est un chaud partisan de la détente conçue par les Soviétiques, et s'il s'est rendu personnellement à l'ambassade du Vietnam pour soutenir ce dernier lors de la contre-offensive chinoise, Rocard se démène aussi pour condamner ce qu'il tient pour l'antisoviétisme primaire et se déclare favorable à la détente, sans entrer dans le fond du problème. Enfin, le leader socialiste semble se situer au cœur des contradictions politiques. Depuis longtemps, il est la bête noire du Parti communiste français que ce soit à l'époque où il était PSU, ou à l'époque du Programme commun. Comme il est partisan du consensus, il représente aussi un élément de discorde entre le RPR et Giscard. A cet égard, il pourrait être intéressant de savoir si les restructurations des monopoles ne privilègient pas ceux qui sont liés à la famille du président de la République par rapport à ceux qui sont liés au RPR. La place de Rocard, en cette affaire, pourrait être décisive s'il accédait au gouvernement dans un moment de crise sociale. Car, ses thèses sont aussi celles des dirigeants de la CFDT. Il suffit d'étudier le rapport Moreau pour s'en convaincre. Et si cela ne suffisait pas, la position du CERES hostile à Rocard, à la ligne de recentrage et à la politique du consensus, nous inciterait à y voir plus clair. Nous allons constater aussi dans un instant que le réformisme moderne n'existe pas seulement dans le courant Rocard et dans la CFDT, mais qu'il se manifeste, sans doute et pour l'instant en concurrence, dans la CGT elle-même avec le courant exprimé par Jean-Louis Moynet. Ce qui fait dire à certains camarades de base de la CGT et du PCF, que le danger social démocrate est aussi dans leurs rangs propres.

Nos divergences avec le PCF aujourd'hui

EN ce qui concerne le PCF, malgré les déclarations de Marchais allant dans le sens d'une ouverture eurocommuniste, ce qui demeure décisif à nos yeux est son attitude objective vis-à-vis de la politique internationale du social-impérialisme soviétique. Nous l'avons déjà affirmé, c'est là que réside actuellement notre contradiction la plus aigüe avec le vieux parti qui parvient à conserver une influence importante sur les travailleurs en se prétendant sans cesse l'unique représentant de leurs intérêts de classe. Le PCF joue un rôle très actif et d'une certaine efficacité sur le plan international, en direction de différents peuples, et plus spécialement de différents chefs d'Etat ou dirigeants de mouvements nationalistes révolutionnaires. Les récentes initiatives de Marchais à Alger vis-à-vis de l'OLP, et de son dirigeant Arafat comme vis-à-vis du Front Polisario et des dirigeants de la guerre de révolution nationale du peuple sahraoui, ainsi que les relations du PCF avec le FLN et les gouvernements algériens en sont de claires illustrations. Mais cette activité internationale correspond-elle à un soutien délibéré à la politique de l'hégémonisme soviétique ou bien à la recherche d'une assise internationale pour un parti dont les dirigeants n'ont pas renoncé à accéder au gouvernement, même s'ils ont changé de tactique ?

Les relations de Marchais avec les dirigeants de la Yougoslavie et de la Roumanie, la demande persistante du PCF d'établir des relations bilatérales avec le Parti communiste chinois, n'ont pas empêché le Parti communiste français de prendre position en faveur des agresseurs vietnamiens dans le Sud-Est asiatique. Par ailleurs, son soutien aux dissidents soviétiques et sa protestation contre les conditions du procès de Prague se doublent de positions contradictoires comme la critique faite à J. François-Poncet d'avoir annulé en signe de protestation, son voyage en Tchécoslovaquie. Ce sont là des faits objectifs, une politique à deux visages, qui reflètent probablement l'existence de points de vue divergents au sein des organismes dirigeants du PCF sur la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de la politique du parti et de l'Etat soviétiques. Mais nous aurons l'occasion et la tâche d'en reparler lors de notre 13e session.

Ajoutons à cela, pour que ne subsiste aucune ambiguïté sur ce que nous pensons du PCF, que des contradictions fondamentales nous opposent à sa politique intérieure. Des camarades ont mal interprété la ligne tactique de notre 3e congrès sur la question de nos relations avec les militants de base du PCF, et de la CGT, et en sont arrivés à se poser cette question : qu'est-ce qui nous différencie du PCF, en dehors de la politique internationale ?

Ces camarades croient que nous serions simplement un peu plus « durs » dans les actions que les adhérents du PCF. Ils éludent en la circonstance le fait capital que la politique du PCF est une politique révisionniste moderne, s'opposant concrètement à la révolution socialiste, même si sa tactique ultra-opportuniste vis-à-vis des dirigeants socialistes a été remplacée par une tactique ultra-sectorielle. Comme je l'indiquais, il me paraît nécessaire que le Comité central dépasse maintenant, à ce sujet, mes « premières réflexions » sur le 23e congrès. Elles fournissent certes des pistes de réflexion, mais il est urgent que nous avançons plus avant sur ces pistes. Il est indispensable en effet d'armer théoriquement et politiquement nos militants appelés à agir dans l'unité à la base avec des membres du PCF. Peut-être, dans ce but, pourrions-nous charger deux ou trois camarades d'entreprendre le travail nécessaire, dont on m'a d'ailleurs fait savoir qu'il est déjà partiellement entrepris. Il

est indispensable que notre Parti approfondisse sa critique du révisionnisme que le 23e congrès a encore renforcé, en le rendant plus insidieux et plus dangereux.

En vérité, si nous demeurons convaincus de la justesse de la ligne fixée par le 3e congrès, nous ne rencontrerons aucune difficulté pour bien discerner tout ce qui démarque notre Parti communiste, révolutionnaire, du parti révisionniste. La seule solution totale et durable à la crise du capitalisme, en France comme dans le monde, c'est la Révolution prolétarienne qui détruira de fond en comble l'Etat de la bourgeoisie et lui substituera un Etat dirigé par la classe ouvrière. Si nous demeurons convaincus qu'il est indispensable de remplacer la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat, pourrions-nous croire identifiables les lignes du PCF et de notre PCML ?

Le 23e congrès du PCF ne prépare pas la révolution prolétarienne. Il prétend que l'avancée démocratique résultant des luttes de masse traduites par des progrès sur le plan électoral, crée progressivement une situation ouvrant la voie pacifique au socialisme. De plus, rejetant comme vieilleries dogmatiques, les grands principes du socialisme scientifique, la destruction de l'Etat capitaliste, la dictature du prolétariat et la voie révolutionnaire, le PCF s'est engagé dans l'élaboration d'un programme autogestionnaire qu'il associe à ses propositions de modernisation industrielle.

Le 4e Congrès de notre Parti et nos tâches immédiates

TOUT en proclamant, depuis déjà longtemps, que la Révolution d'Octobre en Russie n'est pas le modèle de la révolution prolétarienne en France, notre Parti ne reste pas pour autant moins attaché à ce qui fait l'essence même du marxisme-léninisme, doctrine vivante enrichie au cours de plus d'un siècle de luttes : la révolution ne saurait vaincre la bourgeoisie capitaliste sans recourir à la violence, le socialisme ne saurait se maintenir et s'édifier sans interdire toute activité contre-révolutionnaire développée par ses ennemis. C'est ici, dans le respect de ces principes, que doit intervenir notre

AVEC LE PARTI

effort particulier pour répondre de façon plus détaillée à la question : « Quel socialisme pour la France ? ». J'en ai déjà dit quelques mots, et je n'entends pas traiter davantage cette question aujourd'hui, puisque par décision unanime de notre 10e session, elle figure d'ores et déjà à l'ordre du jour de la prochaine session de notre Comité central.

Le large et profond débat que nous avons décidé d'impulser dans le cadre de la préparation du 4e congrès :

- Pour dresser le bilan du Parti et du mouvement marxiste-léniniste en France depuis sa naissance,

- Pour enrichir en conséquence le concept que nous devons poursuivre dans l'édification du Parti marxiste-léniniste.

- Pour fournir une réponse valable, claire et crédible à la question « Quel socialisme pour la France ? ».

Ce débat de fond ne doit pas être dissocié de nos tâches immédiates. En aucune façon, il ne doit constituer un « préalable » à la poursuite des actions de notre Parti, mais il doit être simultané avec ces actions. Tel est le point de vue de l'immense majorité des militants de notre Parti, cellules et organismes intermédiaires. Sans participation aux luttes immédiates, notre Parti se priverait d'une pratique sans laquelle ne peut naître ni vivre la théorie et sans laquelle ne s'établirait aucun lien avec la classe ouvrière et les masses populaires (...)

Organiser et impulser la préparation du IVe congrès, fixer la ligne tactique permettant d'engager tout le Parti dans les luttes immédiates auxquelles recourent la classe ouvrière et les masses populaires, c'est là une exigence des camarades qui sont confrontés quotidiennement aux problèmes soulevés et aux actions engagées par les masses.

Voilà pourquoi, conformément à l'ordre du jour de notre session, je désire passer maintenant à l'examen des tâches immédiates de notre Parti.

Les tâches immédiates de notre Parti

ELLES sont multiples et, sans doute, dans un but de clarification et d'organisation de notre travail, devons-nous distinguer celles qui revêtent un caractère plus décisif, plus important, disons principal, pour notre activité. Notre Parti aspire à devenir au plein sens fondamental du terme un parti ouvrier, un parti, disons même « le » parti de la classe ouvrière, qu'il est encore loin de représenter. Ce sont donc les luttes ouvrières qui doivent retenir par priorité tous ses efforts (...).

Les luttes ouvrières en cours

ELLES concernent les licenciements, l'insuffisance des salaires et la diminution du pouvoir d'achat, les conditions de travail y compris dans les installations destinées à produire de l'énergie nucléaire, les conditions particulières imposées aux jeunes, les discrimina-

tions spécifiques concernant le travail des femmes, des immigrés, etc...

Voyons donc à partir des réalités sociales d'aujourd'hui et à partir des contributions des militants de base de notre Parti. Je n'entends pas vous imposer un rapport descriptif qui n'apporterait que ce que vous connaissez déjà fort bien. Mais je pense qu'il est utile d'apporter des réponses et des précisions sur plusieurs points de notre ligne dans la classe ouvrière et dans les syndicats (...)

L'unité d'action syndicale

PASSONS maintenant à la question de notre ligne par rapport à l'unité d'action des deux grandes centrales syndicales CGT et CFDT. Au préalable, je voudrais indiquer que des camarades soulèvent aussi la question de notre attitude par rapport à Force ouvrière, en faisant remarquer avec pertinence que le secrétaire général de cette confédération, André Bergeron, appartient au même parti politique qu'Edmond Maire, le Parti socialiste.

Force ouvrière est, de fait, une confédération qui vient en 3e position par le nombre de ses adhérents et sans doute, est-il exact que nous devrions en avoir une meilleure connaissance. Les aînés, parmi nous, connaissent son histoire passée, son rôle scissionniste dans les années 1946, 1947 et 1948 et le soutien financier qui lui fut accordé pour cette opération par la CIA et le syndicaliste américain, Irving Brown. Mais aujourd'hui, qu'est devenue Force ouvrière, qui compte dans ses rangs de nombreux trotskystes s'accommodant parfaitement de sa ligne fondamentalement réformiste ? Nos militants doivent-ils s'efforcer d'entraîner aussi les militants de base de Force ouvrière quand ils le peuvent pour l'unité dans l'action ? Peut-être les camarades du Comité central pourront-ils apporter quelques informations et réponses utiles à ce sujet ?

Beaucoup de camarades demandent pourquoi notre bureau politique a modifié la ligne tactique de notre Parti sur l'unité d'action CGT-CFDT, par rapport à son opposition explicite d'avant mars 1978 ? Quelques-uns y voient même un infléchissement qui serait favorable au PCF et à la CGT. Il faut leur apporter des explications, qui sont simples. Il s'agit de tactique. Et la tactique se modifie en fonction des modifications de la situation politique. Avant mars 1978, existait le risque de voir le PCF accéder au pouvoir et déclencher un processus de récupération du mouvement des masses grâce à l'Union de la gauche et à l'unité des luttes revendicatives CGT-CFDT.

L'échec électoral de cette voie a renversé la situation, tout en provoquant chez les travailleurs et dans les masses une profonde déception. Simultanément la rupture de l'Union de la gauche a engendré une forte aspiration à la reconstruction, ou simplement à la construction d'une véritable unité de la classe ouvrière et des masses populaires. Cette aspiration se défie actuellement de la seule voie électorale et s'applique davantage aux luttes en cours. De plus, ces luttes ont été rendues beaucoup plus nécessaires par l'offensive réactionnaire que la bourgeoisie a pu déclencher après sa victoire de mars 1978.

De la sorte, pour se lier aux masses, notre Parti s'est trouvé devoir modifier sa tactique et s'est pré-

senté comme un partisan qu'il est, sincèrement, de l'unité de classe de la classe ouvrière et de ses alliés. En ce sens, il a exprimé son soutien à l'accord CGT-CFDT.

Il est évident au surplus, que notre tactique part de la prise en compte des nouveaux rapports antagoniques entre le PS et le PCF. Les premiers résultats que nous enregistrons sont loin d'être négatifs et contribuent au renforcement des liens de notre Parti avec les travailleurs dans différentes régions. Mais l'accord CGT-CFDT est un accord branlant, conclu entre deux directions qui ne l'envisagent que pour en tirer parti unilatéralement, par deux directions dont les principaux dirigeants appartiennent respectivement au Parti communiste français et au Parti socialiste dont les rapports sont très tendus actuellement.

Pourtant, l'accord signé entre les confédérations CGT et CFDT est important ; il a contribué à la réalisation de l'unité à la base qui a permis le déclenchement de certaines luttes. Il permet aux confédérations d'apparaître comme unitaires à quelques semaines des élections prud'homales dont les enjeux sont de taille. Cet accord est très vite inopérant du fait de la polémique toujours plus forte entre le PCF et la CFDT, du fait de l'appel de Séguy au Conseil national du PCF, afin que celui-ci soutienne la CGT lors de la prochaine consultation électorale (Prud'hommes).

Aujourd'hui, les relations entre les différentes confédérations sont marquées par les divergences politiques, par les antagonismes entre les partis, par les campagnes polémiques de ceux-ci. L'unité à la base ne se fait plus que de façon très fragile qui risque à tout moment d'être remise en cause.

Sur le plan revendicatif, le nombre des grèves est en progression. Les luttes pour l'emploi continuent. Mais sous la pression du gouvernement et du patronat conjuguée à une propagande des confédérations syndicales objectivement complices de cette volonté de la bourgeoisie, ces luttes se voient reléguées à l'arrière-plan. On doit légitimement s'interroger pour savoir pourquoi les confédérations syndicales laissent délibérément ces luttes pour l'emploi dans l'isolement le plus complet.

Les organisations syndicales y font de moins en moins référence, faisant le jeu du gouvernement qui fait tout pour que la question de l'emploi, l'existence de près de 2 000 000 de chômeurs passent au second plan. On sait qu'au congrès de Brest de la CFDT, celle-ci avait passé sous silence l'importance de ces luttes pour l'emploi. La CGT avait, quant à elle, adopté une attitude que l'on pouvait apprécier positivement sur l'emploi. La CGT avait fait un compromis sur cette question afin que se réalise l'accord interconfédéral d'unité d'action. De plus, on peut remarquer que l'action des deux confédérations sur cette question est pour le moins discrète.

Aujourd'hui des luttes offensives se développent. Leurs objectifs sont les salaires, les conditions de travail et de sécurité (DBA à Drancy, Navale et Usinor à Dunkerque, etc), le respect du droit syndical. Ces luttes touchent des PME, des grands groupes, le secteur public (PTT, santé, cheminots, enseignants...). Elles débouchent sur la satisfaction partielle des revendications dans certaines PME. Par contre, dans les grands groupes, les résultats sont souvent nuls ou très faibles (...)

Suite et fin de ce rapport, dans notre édition de demain



BUTIONS... CONTRIBUTIONS ... CONT



A propos du travail à temps partiel

Le texte ci-dessous n'a pas été rédigé pour cette « tribune de discussion ». Il fait partie du bulletin de la cellule d'entreprise du Parti des chèques postaux à Paris. Il engage le débat sur le travail à temps partiel que le patronat et l'administration étendent aujourd'hui.

PARCE que de nombreuses luttes ont été menées aux chèques postaux et dans les PTT pour la réduction du temps de travail, l'administration tente de mettre au point des moyens de détourner cette revendication.

TEMPS PARTIEL ÉGALE : SALAIRE INFÉRIEUR, CHOMAGE PARTIEL

Alors que la vie devient de plus en plus difficile, on nous propose un salaire au rabais. Les horaires proposés, le seront au moment de forts trafics, ainsi dans un laps de temps moindre et pour un salaire inférieur, les cadences seront accrues.

L'administration veut le maximum de rendement horaire à moindre frais. Alors que le chômage va croissant, on essaye de le camoufler en chômage partiel au lieu de créer des emplois.

LES FEMMES SONT LES PREMIÈRES VISÉES

De par leur double journée de travail et la charge des enfants, les femmes sont les premières à se battre pour une réduction du temps de travail. Aussi ce n'est pas étonnant si cette proposition leur est faite en premier.

C'est un moyen qui détourne les femmes de la lutte pour la réduction du temps de travail par le samedi libre sans récupération, sans perte de salaire.

C'est un moyen qui vise à les renvoyer au foyer et à les rendre dépendantes économiquement de leur mari.

C'est un moyen qui dispense le pouvoir de créer des équipements sociaux (crèches, garderies) déjà bien insuffisants.

Sans compter : qu'une extension de cet horaire partiel risque d'entraîner la suppression d'emplois à plein temps transformés en emplois budgétaires.

Sans compter aussi que le libre choix tendra à disparaître et que l'on risque de voir apparaître du vacariat déguisé.

LA MISE EN CONDITION

Pour mener sa sale besogne, l'administration a de fidèles propagandistes. L'enquête de la CFTC peut être qualifiée d'enquête administrative. Tout y est. Il n'est à aucun moment question de réduction du temps de travail mais « d'aménagement d'horaires, source d'épanouissement et d'une meilleure adaptation aux impératifs de la vie familiale ».

En quelque sorte, tout les aléas tels que grèves, retards des transports considérés comme temps de repos...

d'horaires libres où le jour de repos pourrait être le samedi, le mercredi ou autre. On voit l'incidence sur les mères de famille qui auraient la charge exclusive des enfants le mercredi alors que les deux jours consécutifs de repos ne sont pas de trop et préservent mieux la vie du couple et des enfants.

En quelque sorte, un aménagement d'horaires qui rend plus supportable l'exploitation et qui concilie au mieux les tâches ménagères et la garde des enfants. C'est, en effet, une bonne utilisation du temps de repos...

On y parle également : d'horaires variables permettant de choisir l'heure d'arrivée et de départ mais avec une toute petite part de ma-

En fait, ces mesures qui ne modifient pas d'un pouce la condition de la femme visent, au contraire, à lui faire perdre ses droits au travail.

FO n'a-t-il pas enquêté en douce sur une possibilité de récupération par un allongement de la vacation et, son argumentation sur la possibilité de départs anticipés est pour le moins fallacieuse...

ASSEZ DE CLAQUES PASSONS A L'ACTION

Si l'administration se permet d'avancer ses pions, c'est parce que la riposte n'est pas à la hauteur.

Si la semaine d'action unitaire de la CGT et de la CFDT est positive, cette unité doit avoir une base plus solide et déboucher sur des actions efficaces mettant en échec les projets de l'administration.

C'EST POSSIBLE DE GAGNER

Les conducteurs de la direction du matériel et des transports (DMT) (deux cents personnes de nuit et de mi-nuit : 17 h à 24 h) qui viennent d'obtenir les samedis et les 35 heures en cinq jours (au lieu de 38 heures) nous donnent l'exemple.

Parce que ces travailleurs se sont sentis concernés par les revendications et les formes de lutte (grève le samedi).

Parce que la grève suivie à 90 % a permis de créer les conditions de l'unité d'action CFDT-CGT.

Parce qu'ils ont déjoué les manœuvres de division et de découragement ainsi que la récupération.

Avec leurs syndicats, ils ont tenu bon et ils ont gagné.

Cette victoire recrée une dynamique dans l'ensemble des PTT dont il faut se saisir pour relancer l'action.

Résolution du CC du PCML sur la santé, la Sécurité Sociale

LE comité central dénonce les nouvelles attaques que le gouvernement Giscard-Barre porte aux droits sociaux acquis par les travailleurs, à leur droit à la santé, à leur pouvoir d'achat. Les relèvements à la Sécurité sociale - 1,5 % au 1er janvier et 1 % au 1er août - ont amputé le pouvoir d'achat des travailleurs, aggravant ainsi la baisse du salaire réel qui est, depuis trois ans, un des objectifs majeurs de Barre.

Le pouvoir n'entend pas s'en tenir là. Comme pour tous les autres secteurs de l'économie, le pouvoir entend restructurer la Sécurité sociale, la rentabiliser, s'attaquer directement à tous les travailleurs de la santé et ainsi remettre en cause le droit à la santé pour tous.

C'est ainsi qu'il veut limiter l'augmentation des dépenses de santé, sans tenir compte des besoins des travailleurs ni des frais supplémentaires entraînés par les progrès techniques et médicaux, qu'il veut plafonner les dépenses de chaque hôpital, de chaque médecin, qu'il supprime les lits d'hôpitaux et renforce le contrôle systématique sur les dépenses de santé et les arrêts de travail.

Déjà, dans de nombreux hôpitaux, les travailleurs et leurs organisations syndicales ont montré qu'ils n'entendaient pas laisser le gouvernement Giscard-Barre les exploiter encore plus fortement qu'aujourd'hui. Le 23 octobre, la quasi-totalité des médecins étaient en grève. Mais ceci ne saurait suffire pour mettre en échec cette attaque de grande envergure.

L'attaque du pouvoir vise à la fois les travailleurs de la santé et l'ensemble des « assurés sociaux », des « usagers », leurs intérêts sont totalement convergents. C'est ensemble qu'ils peuvent et doivent lutter, qu'ils doivent engager la riposte plus que jamais nécessaire.

C'est pourquoi le Comité central du PCML appelle les travailleurs à se mobiliser dans l'unité, à militer pour que leurs syndicats, fédérations et confédérations, prennent ensemble les initiatives nécessaires pour faire reculer cette rentabilisation accrue de la Sécurité sociale, pour défendre leur droit à la santé, leur pouvoir d'achat. Le PCML soutiendra et participera à toute initiative dans ce sens des organisations syndicales, familiales, etc.

Note aux lecteurs et abonnés de La Faucille.

Pour des raisons d'ordre rédactionnel, le numéro de La Faucille du 15 novembre n'a pu être confectionné.

Le prochain numéro paraîtra normalement le 29 novembre 1979.

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE JACQUES JURQUET Editions du Centenaire Tome III, 466 pages, prix* : 45 F

Egalement disponibles : le Tome I : 28 F le Tome II : 45 F

En vente dans toutes les bonnes librairies Aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e Et par correspondance, à Livres service**, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris (rajouter 3 F pour un volume, 5 F pour deux ou trois volumes, pour participation aux frais de port. Libellez vos chèques au nom des Herbes sauvages)

* Prix Herbes sauvages ** Service de vente par correspondance des Herbes sauvages.

Jacques Jurquet, auteur de *La révolution nationale algérienne et le PCF*, présentera et signera son livre à Lyon à la

Librairie LA FORCE DU LIVRE 33, rue René Leynaud - Lyon 1er

Le samedi 17 novembre de 16 à 19 heures.

24-25 novembre 1979 Deux journées antinucléaires à Golfech.

Samedi 24 : - 9 h. Golfech - Visite des mairies. - 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agén. Hall J. Baylet. - 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agén.

Dimanche 25 : - 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agén. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.



DES AFFICHES UNITAIRES APPELANT A LA MANIFESTATION DU 24 NOVEMBRE « CONTRACEPTION-AVORTEMENT LIBRES ET GRATUITS » SONT DISPONIBLES A L'ADMINISTRATION DU JOURNAL

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel Pour toute correspondance : L'Humanité Rouge : E.P. 201 - 75926 Paris cédex 19 CCP : 30 226-72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druetne Commission paritaire No 57 952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal 4e trimestre 1979

HOPITAUX MONTPELLIER

L'heure des premiers bilans

A Montpellier comme ailleurs, les travailleurs de la santé vivent tous les jours les conséquences néfastes de la politique de Giscard-Barre. A Montpellier comme ailleurs, les travailleurs ne restent pas les bras croisés et ont déjà engagé la lutte : semaine d'action début octobre avec une journée de popularisation le 6 octobre, un succès ; une grève le 23 octobre et en perspective les 13, 14 et 15 novembre, avec journée de grève le 15.

Mais ça ne va pas sans difficultés : des problèmes pour mobiliser les travailleurs, difficultés pour faire l'unité syndicale ont surgi. Nous avons voulu connaître ces difficultés et ces problèmes ; c'est pourquoi nous avons interviewé d'une part des responsables CGT du syndicat Santé, membres de l'union locale, et d'autre part nous avons réuni des travailleurs de la santé, syndiqués CGT-CFDT. (Nous n'avons pu interviewer à temps la CFDT-Santé, mais nous comptons le faire).

Interview de responsables CGT

HR : Quel bilan tirez-vous des dernières actions qui ont été menées ?

— CGT : On a démarré au mois d'août quand on a appris le licenciement des auxiliaires (250) avec sensibilisation de la population ; on a constaté un certain accueil de la part de la population (Montpellier est un grand centre hospitalo-universitaire qui emploie 6 500 personnes).

Par ailleurs, il y a eu intervention auprès des travailleurs dans le sens de la manifestation de la crise à l'hôpital (restrictions budgétaires, compression du personnel et menaces qui planent sur l'hospitalisation publique) ; il faut reconnaître que jusqu'à présent, le personnel ne s'est pas senti concerné, ça par manque d'informations.

HR : Quelles sont les difficultés objectives rencontrées pour mobiliser les travailleurs ?

— CGT : Les hospitaliers n'ont pas conscience de cette situation, c'est une méconnaissance des problèmes.

HR : C'est un problème d'information ?

— CGT : Pas d'information, c'est un problème de prise de conscience sur les problèmes qu'on va rencontrer. Car l'information elle est donnée. Exemple : lorsqu'on a dit au personnel que, compte-tenu de la crise budgétaire dans les hôpitaux, ils risquaient de ne pas être payés à la fin de l'année, on est passé un peu à côté de la plaque. C'est ce manque de prise de conscience qui nous cause le plus de problèmes.

HR : Mais il y a déjà des conséquences de ces réductions de personnels, il y a une dégradation des conditions de travail...

— CGT : Les travailleurs vivent la situation actuelle et ils l'assument. Ils ne font pas le lien entre la situation vécue à l'hôpital quotidiennement dans le service, dans leurs conditions de travail, avec une répercussion qu'il y a au niveau politique. Ils ne font pas le lien entre les deux. Ce qui fait qu'il n'y a pas prise de conscience qui les amènerait en définitive à se battre.

HR : Certains travailleurs de la santé m'ont dit qu'il n'y avait pas eu un travail d'explication suffisant avant la journée du 23 octobre ou la semaine d'action, les travailleurs n'étaient pas assez mobilisés car pas assez informés.

— CGT : Les gens du CHR mettent de la mauvaise volonté car ils sont vraiment bien informés. On balance des tracts mais les trois quarts du temps, ils ne les lisent pas. Puis, depuis quelque temps, il y a des passages dans les services pour expliquer aux gens pourquoi on fait grève. On touche toutes les équipes. En cette période, les délégués sont mobilisés là-dessus. C'est un travail qui a été fait pour le 23 octobre et on recommence.

C'est un travail qui va payer à la longue. Si les gens dans les services ont l'habitude de nous voir passer régulièrement pour les informer et discuter avec eux, on pense qu'on arrivera mieux à les accrocher.

HR : Et vous personnellement, quel bilan avez-vous tiré des actions qui ont été menées jusqu'à maintenant ? C'est un succès ?

— CGT : Un succès, c'est beaucoup dire, pas un échec non plus. Sur le plan des résultats : 250 licenciements annoncés en août, maintenant ça va se borner à 20 ou 30 licenciements. Il y a déjà un recul partiel de la direction, c'est positif.

Mais un succès, ça voudrait dire que tous les crédits pour faire tourner convenablement l'hôpital auraient été accordés, ça voudrait dire non aux licenciements et aussi des crédits supplémentaires. Ce qu'on a obtenu jusqu'à présent est insuffisant et nous disons qu'il faut mener la lutte à un niveau plus élevé car il y a toujours des menaces. Exemple : des circulaires récentes prévoient le licenciement de personnels titulaires...

HR : Quelles propositions faites-vous pour intensifier cette lutte ?

— CGT : Les journées des 13, 14 et 15 novembre et aussi peut-être des cahiers de revendications par service pour sensibiliser les gens sur les problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement et les amener à se battre là-dessus et à partir de là déboucher sur des problèmes

plus globaux et naturellement plus politiques.

La situation est telle qu'on ne peut pas se permettre de rester l'arme au pied.

HR : Est-ce qu'il y a eu des assemblées générales de syndiqués ?

— CGT : Il va y en avoir. Tous les syndiqués ont été convoqués et on va déterminer avec eux des formes d'action car on s'est aperçu que même nos syndiqués ne suivaient pas trop nos mouvements de grève. Alors on voudrait savoir si c'est un manque de mobilisation, un manque d'informations... Alors, on a prévu une assemblée générale.

A ce propos, voici ce qui a été dit par les travailleurs de la santé syndiqués CGT-CFDT lors d'une réunion organisée par notre journal pour connaître leur point de vue sur les différentes actions.

— Une infirmière CGT : Pour la semaine d'action, personne n'était au courant et puis les syndicats ne passent pas dans les services pour expliquer ; distribuer les tracts, ça ne suffit pas. Dans mon service, le travail de base des syndicats était nul jusqu'à présent. Par exemple, pour la grève du 23 octobre, elle a été décidée uniquement par les délégués sans convoquer les syndiqués.

— Une employée non-syndiquée : Dans mon service, la déléguée CGT ne nous annonce jamais s'il y a une grève... — Une infirmière CGT : A mon niveau, les délégués font beaucoup de travail, mais ne s'appuient pas assez sur les travailleurs. Ils ont un travail énorme, mais actuellement ils ont envie que ça change, et ils ont l'air décidé à faire une mobilisation à la base.

— Une infirmière CGT : La CGT dit que la non-mobilisation est de la responsabilité des travailleurs, ça ne me paraît pas normal. Il y a des exemples qui ont montré que les travailleurs de l'hôpital se sont mobilisés : en 1978, les hospitaliers de nuit ont obtenu satisfaction sur leurs revendications après deux mois de lutte.

Jusqu'à présent, le travail de mobilisation à la base a été peu pris en compte par les syndicats. Les objectifs actuels de la CGT (passer dans les services, faire des réunions de syndiqués) nous paraissent très positifs.

Les difficultés pour faire l'unité syndicale

— CGT : Il faut tenir compte du courant réformiste à l'hôpital. FO et même nos camarades de la CFDT, avec l'orientation actuelle de la CFDT par rapport au recentrage... qui font qu'il y a une volonté délibérée pour FO d'éloigner les travailleurs du chemin des luttes et pour la CFDT de freiner les luttes, pour nous c'est clair.

HR : Pouvez-vous donner des exemples des difficultés rencontrées avec la CFDT ?

— CGT : Il avait été décidé des actions unitaires, elles se sont développées quand il s'est agi de sensibiliser la population, d'apporter le problème hospitalier sur la place publique, mais dès qu'il a fallu rentrer dans l'action, alors là, la CFDT a dit non. La journée du 23 octobre, nous, nous avions dit, cette journée peut servir de tremplin pour mobiliser le personnel car l'engagement des médecins sur leurs propres problèmes, même s'ils ne nous concernent pas tous, cette grève pouvait arriver à motiver certaines catégories de personnels sur nos revendications.

HR : Il y a une volonté au niveau des dirigeants et de la base de faire cette unité ?

— CGT : Au niveau des dirigeants, c'est la volonté de ne pas faire l'unité. A la base, il y a un frein mais une volonté manifeste pour que se réalise cette unité.

HR : Les travailleurs sont au courant des difficultés qu'il y a entre la CGT et la CFDT, n'y a-t-il pas eu trop de polémiques qui ont été mises en avant entre la CGT et la CFDT alors que l'heure est à l'unité ?

— CGT : Ce ne sont pas des polémiques, quand nous critiquons la CFDT, c'est à partir de faits précis, c'est une critique constructive et nécessaire.

Pour conclure sur ce problème, voici la position de la cellule santé du PCML.

Nous savons tous qu'il y a des difficultés pour faire l'unité, mais nous nous demandons, si c'est le moment, face aux attaques du gouvernement, d'insister autant et publiquement sur les divisions intersyndicales.

La mobilisation à l'hôpital est difficile et la cible contre laquelle nous devons concentrer nos attaques, c'est bien la politique gouvernementale.

Par rapport aux coups portés par le gouvernement et les graves conséquences que cela peut avoir sur le personnel et les malades, c'est juste de lancer les mois d'ordre d'action comme par exemple la grève du 23 octobre, mais pourquoi les forces qui se sont retrouvées à ce moment là n'ont-elles pas été utilisées pour accroître la mobilisation, par exemple passer dans les services, connaître les problèmes du personnel ?

S'il est vrai que les critiques avancées par la CFDT telles l'insuffisance de mobilisation reposent sur des constatations réelles, il n'en reste pas moins que vu l'urgence de la situation des mesures concrètes s'imposent.

Les initiatives actuelles, comme les cahiers de revendications, le passage des délégués dans les services, sont un premier pas tout à fait positif pour faire avancer la situation.



Jeudi 25 mai 1978 ; manifestation contre l'intervention des flics à l'hôpital de la Colombière à Montpellier